76
24 Avril
1974

APL informations Nantes Loire-Océan

Bulletin régional de
l'Agence de Presse
Libération

Nantes - Anjou - Vendée
Sud-Bretagne

AGENCE DE PRESSE LIBERATION, 14 rue de Bretagne, Paris 3°. Dir.: Maurice Clavel.

Bureau régional : Nantes, "Librairie 71", 29 rue Jean Jaurès - 44 - Nantes
Le N° : 1 franc

Abonnements : les 12 N° (soit 3 mois environ) 10 Francs minimum.

La reproduction et l'utilisation des informations de l'Agence sont entièrement libres.

A.P.L. NANTES
PERIODIQUE
CCCAP 54 700

A.P.L. NANTES
PERIODIQUE
CCCAP 54 701

sommaire

COMPTE RENDU DES AG.

Page 2 et 3 Compte-rendu St Nazaire
Page 4 Compte-rendu La Roche sur Yon
Page 5 La FDSEA et l'action contre les responsables des faillites - Crédit lyonnais.
Page 6 Ecole émancipée : grève du 26 avril
Page 7 Grève des pompes funèbres - Compte-rendu d'une réunion sur les commissions ouvrières en Espagne (groupe de soutien au peuple espagnol vendéen) (stencyl tiré à l'envers N de L'APL)
Page 8 Soutien aux grévistes de Pédernec.pou
Pour un anti-militarisme révolutionnaire
Page 9 Revue de presse St Nazaire - Nantes
Page IO Communiqué du comité d'action des prisonniers.
Ma[illegible]tion

CALENDRIER

Samedi 27 avril : manifestation à vélos à St Nazaire (voir page IO).
Week-end dss II et I2 mai : Centre protestant de l'Ouest à Celles sur Belle - 79
Débat sur " L'expérience chilienne " organisé par le comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien de Niort et par le groupe Développement des Deux Sèvres, le C.P.O. avec la participation de Francis MALLEY, économiste spécialisé dans les problèmes de l'Amérique latine.

Jeudi 25 avril : Salle Francine Vasse rue Colbert meeting Arlette Laguillé
Samedi 27 avril : Salle Paul Fort I4 HEURES meeting Alain Krivine.

Dans le N° de l'A.P.L. du 2 mai paraîtra un dossier spécial sur les élections présidentielles. Les organisations désireuses de nous faire parvenir des textes concernant ce problème peuvent nous les faire parvenir avant le lundi 29 avril.

Nous rappelons que l'A.P.L. Bretagne et A.P.L. Paysans ont édité un dossier sur la fièvre aphteuse. Pour se le procurer écrire à A.P.L. Bretagne, 5 ter impasse Bel-Air, passage Sergent Guihard - 35 000 - Rennes. Prix 2 Frs le N° et I,50 pour les militants (principalement paysans).

REUNIONS APL

26 Avril : La Chapelle sur Erdre :
Salle de la Cure

Blain : Lieu habituel

compte rendu A.G. St-Nazaire ②

Peu de personnes présentes. Raisons :"concurrence" d'autres réunions + pas d'invitation individuelle.

Critique exprimée par le G.S.E.D. de ST-Nazaire.

Résumé de l'intervention : La semaine dernière, le GSED de St-Nazaire a envoyé un texte annonçant et présentant le livre de J. Pastor "En retare d'une révolution". De ce texte à le collectif APL-Nantes n'a fait passer que quelques lignes. Il a fait une censure.(Voir ci-dessous le texte en question - Note APL).

Quand le GSED envoie un papier, il y a toujours "dévaluation". Premier exemple, un texte sur les Batiggoles et l'emploi, qui a été totalement censuré. Deuxième exemple, un texte sur les Chantiers a été tronqué. Malgré tout, le GSED de ST-Nazaire a aidé l'APL sur la région.

Le GSED a envoyé une information sur un livre qui s'adresse aux militants. En plus , il a bien pris soin que ce texte ne présente pas les thèses du groupe, mais qu'il informe . Il a l'habitude que la presse, les partis, les syndicats le censurent. L'APL se joint au complot du silence. Cette entrave dont l'APL a pris la responsabilité, on peut se demander si c'est pour que le livre soit lu le moins possible. Le sommaire du livre met en cause les dogmes marxistes-léninistes (là-dessus, l'APL s'est sans doute sentie blessée) et les organisations "gauchistes", en citant ses références. Ces organisations liraient le livre si elles voyaient leurs références citées.

Avec de telles méthodes, l'APL ne remplit pas son rôle, auquel elle prétend. Après cette nouvelle décision arbitraire, le GSED a décidé collectivement de ne pas se réabonner.

Réponse du collectif APL-Nantes.

L'APL n'a pas l'intention d'apporter une entrave à qui que ce soit. Ce n'est pas la seule fois que des textes sont coupés, quand le collectif pense (à tort ou à raison) qu' il comporte d'une part une information, d'autre part une analyse politique..C'est un problème d'orientation. Si le bulletin devenait une tribune de discussion sur les positions de l' "extrême-gauche", nous pensons qu'il disparaitrait rapidement.

Malgré tout, il faut bien admettre que nous n'avons jamais trouvé de position satisfaisante, que nous sommes assis entre deux chaises. C'est pourquoi le problème soulevé par le GSED pourrait être discuté en Assemblée Générale.

Enfin, si la liaison avec St-Nazaire était plus solide, ce genre de problème serait pratiquement éliminé. Le contrôle de l'information est un problème de tous les jours , et c'est seulement sur place qu'il peut se faire au fur et à mesure. Par exemple, pour ne pas aller plus loin, APL ignorait qu'une réunion-débat sur le livre en question était prévue, ce qui rendait d'autant plus important que les militants qui y seraient invités en soient précisément informés.

Autres interventions.

-- L'APL pourrait retransmettre tout ce qui lui parvient (comme l'Agence de Presse Réhabilitation Ecologique de Montargis). Les militants qui le reçoivent sont assez grands pour faire le tri. (Il y a le danger que l'APL devienne seulement une tribune).

-- De toute façon, qu'est-ce que transmettre l'information ? Celui qui la transmet le fait à sa manière, en fonction d'une certaine analyse.

-- Le collectif oppose les événements (les faits) et les polémiques politiques. Au fond selon le collectif, les polémiques n'ont pas la même valeur que tel fait. C'est une position de retrait par rapport à la lutte politique. C'est en fonction de cela que se fait la censure. L'APL est-elle "apolitique" ?

..../...

Compte rendu A.G. St. Nazaire (suite)

Pour l'élection présidentielle :

Cette élection représente un événement politique pour ceux qui luttent contre la société actuelle. C'est utile pour les militantsde connaitre les positions des uns et des autres, sans pour autant que cela devienne une tribune permanente.

Proposition :

Faire un dossier paraissant le jeudi 2 mai (juste avant le vote), pour éviter le "droit de réponse". Il publierait toutes les prises de position qui lui seraient communiquées, venant d'organisations et de personnes. La librairie 71 recueillerait les textes et l'APL en ferait la diffusion.

+ + + + + + + + + + + + + + + + + +

Texte du GSED. Seuls les passages encadrés ont été passés.

ST-NAZAIRE : le G.S.E.D. publie son livre "En retard d'une révolution".

Joseph Pastor, responsable national des G.S.E.D.(Groupes de Salariés pour l'Economie Distributive), vient d'achever un gros travail dans l'écriture d'un livre adressé aux "gauches du Parti Communiste Français" intitulé "En retard d'une Révolution".

Aux directions des organisations en cause, aux dogmatiques de la révolution, maitres connus ou inconnus de vos enrôlés, dirigents sincères ou calculateurs aacusés d' être "en retard d'une révolution", qui êtes-vous donc ?

Tous ceux que la carence du Parti Communiste Français a conduits à déborder sur sa gauche : trotskistes, P.S.U., maoïstes, bref : tous ceux qui se réclament du "marxisme léninisme" seul pour justifier de leur authentique valeur révolutionnaire.

Pourquoi notre accusation ? Parce qu'elle est vraie, parce que la révolution n'est pas une aventure, parce ceux qui la feront doivent pouvoir vivre, la révolution faite dans la société qu'ils ont établie.

Le début du livre est consacré à Marx-Lénine et aux dogmes marxistes-léninistes en Occident (Naissance du dogme de la plus-value), et du dogme de la prise du pouvoir, politique, nécessité première de la révolution.

Chapitre 1° : les trotskistes de "Lutte Ouvrière". Nos références : leur mensuel "Lutte de Classe" n° 3 d'octobre 72 et des discussions de nos militants avec les siens.

Chapitre 2° : les trotskistes de l'ex- Ligue Communiste. Nos références : au manifeste de son comité central des 29 et 30 tanvier 72 "ce que veut la Ligue Communiste" (Maspéro éditeru)

Chapitre 3° : le P.S.U. Références au manifeste du PSU, préface de Rocard, édité 4 rue de la Michaudière, Paris 2°.

Pour les maoïstes, ou plutôt tous les issus du PCF et de l'UJC (Union des Jeunesses Communistes), références à une série de documents émanant de la participation amicale avec des membres de nos GSED d'ex-militants de la G.P. (Gauche Prolétarienne) et de militants P.L.R. (Prolétaire / Ligne Rouge) ; de l'ouvrage de Baruch Zorobabel sur le comité de lutte Renault ; de textes des Temps Modernes n° 310 bis année 1972 - directeur B-P Sartre - ; de la déclaration d'Alain Geismar "Pourquoi nous combattons", édition Maspéro ; de la plaquette "Coup pour Coup" supplément à "La Cause du Peuple" n° 20 ; d'autres écrits dont l'origine sera donnée en les citant.; pour d'autres organisations (P.L.R., Drapeau Rouge) de leurs écrits et de leurs actes.

La 3° partie du livre est consacrée à "la Révolution à faire" selon l'analyse des GSED.

La 4° partie : le calcul au service de la connaissande de l'Economie.

Pour se procurer le livre, écrire : G.S.E.D., café du [illegible] à partir de 17 h 30). Prix de vente du livre : 15 francs (port en sus)

A.G DU 19 Avril : LA ROCHE SUR / YON.

COMPTE RENDU .

(4)

Une première remarque concernant cette AG, le faible degré de mobilisation des abonnés - correspondants vendéens.. La salle initialement prévue n'avait pas été retenue . Il a fallu improviser un autre lieu de rencontre , en plus un faible taux de participation avec six abonnés correspondants ,pour trois membres du collectif APL. Le cadre étant ainsi planté ,qu'en est -il ressorti ?

L'impression générale qui s'est précisée tout au long de la réunion , c' est le faible intérêt du bulletin pour les gens présents (Enseignants , militants politiques par ailleurs) . Certains ne le lisent plus depuis plusieurs mois . La première raison invoquée étant l'absence d'informations consernant la Vendée (cela n'intéresse que Nantes) , la seconde étant le peu d'intérêt des informations que l'on y trouve :nouvelles brèves , descriptions et comptes rendus de luttes ou d'actions .... et que finalement n'importe qui peut trouver dans le Monde ou dans Ouest -France .

A la première critique , il a été répondu que s"il n(y avait rien sur la Vendée c'est que les abonnés correspondants vendéens ne nous faisaient rien parvenir, les camarades nous ont alors expliqué qu'en Vendée , il ne se passait rien de significatif , aucune lutte , aucune action qui vaille la peine d'en rendre compte (Big Chief , Bonnet ...) .

A la seconde critique , nous avons répondu qu'il essentiel d'assurer notre rôle d'Agence de presse de faire circuler l'information brute , la description des luttes , des conditions de travail , les forces en présence , afin de fournir des éléments bruts de réflexions , de comparaisons aux camarades abonnés , d'assurer ainsi la diffusion et l'extension la plus grande possible des informations populaires ,face au monopole de la presse bourgeoise .

Nous avons ensuite répondu qu'en dehors du principe "régional " (le bulletin est régional -Nantes Loire Océan - tout ce qui y passe doit faire référence à des problèmes locaux) le collectif essaie de ne faire aucune censure de type politique et qu'en conséquence les analyses de luttes ou de conflits locaux réalisés par des participants ont été vivement souhaitées à l'APL, quelque soit leur ligne politique (dans le cadre de l'information populaire) .

A travers ces différentes questions , le problème de fond a été posé.

- Quel est l'intérêt d'un bulletin de liaison régional fonctionnant sur le principe d'une Agence de presse (pas de journalistes , pas d'analyse par le collectif de la situation , pas d'éditoriaux .. informations centrées sur les problèmes locaux , largement ouvert .
- Cet outil n'at-il pas un rôle et une action originale au sein du mouvement révolutionnaire face aux feuilles politiques nationales ?

Dans ce cas comment faire pour que cet outil soit reellement pris en charge collectivement ? Sinon vers quelle formule faut -il travailler?

Une autre conclusion qui peut être tirée de cette AG ,c'est la place secondaire occupée par le problème de l(information à un niveau concret , de la popularisation et l'élargissement de luttes locales , du développement de la solidarité .

Il semble qu'en dehors de motivations personnelles d'individualité plus conscients que d'autres les différents groupes et organismes présents n'aient amené aucune réflexion et ne fasse preuve d'aucune stratégie sue le problème de l' information dépassant leur cadre organisationnel propre.

(5)

LA F. D . S .E .A ENGAGE LA' ACTION CONTRE LES RESPONSABLES DE FAILLITES ET CONTRE LEURS COMPLICES .

FREMONT ET CREDIT LYONNAIS .

En Mai 1973 , le Tribunal de Commerce a prononcé la liquidation des biens de Clair et Jacques Fremont , exploitant en association de fait le commerce de porcs (MEILLERAYE DE BRETAGNE) .

Parmi les créanciers figurent de nombreux éleveurs de Loire Atlantique , du Morbihan et des côtes du nord , mais aussi entre autres le Crédit Lyonnais pour une somme de plus de 300.000FR .

La vérification des comptes permet de reconstituer les avances de caisse consenties par le Crédit Lyonnais depuis plusieurs années .

L'IMPORTANCE DE CES DECOUVERTES REPETEES PROUVE QUE LA BANQUE A PROLONGE ARTIFICIELLEMENT LA VIE COMMERCIALE DES ETABLISSEMENTS FREMONT FAVORISANT LA FAILLITE ET CAUSANNT AINSI DIRECTEMENT UN PREJUDICE CONSIDERABLE AUX EXPLOITANTS AGRICOLES .

COMME LES FREMONT SE SONT PRATIQUEMENT RENDUS INSOLVABLES , que les impôts , la banque en particulier sont pour la presque totalité de leurs créances prioritaires avant les éleveurs , ces derniers risquentpratiquement de ne rien récupérer.

En conséquence , seule une action judiciaire dirigée contre le Crédit Lyonnais Parait possible pour permettre aux éleveurs d'être dédommagés de leur préjudice . L'ensemble des membres du bureau et du conseil de la FDSEA , conscient de l'importance de cette affaire pour les éleveurs créanciers de MM .Fremont et pour l'ensemble des éleveurs du département victimes de "faillites " de plus en plus nombreuses a décidé que la FDSEA prendrait en charges les frais de procédure contre le Crédit Lyonnais . (Dans le cas où le résultat de la procédure serait défavorable aux éleveurs , ceux -ci n'auront rien à débourser et dans le cas où le jugement du Tribunal donnerait satisfaction aux agriculteurs , la FDSEA demanderait à chaque éleveur créancier des FREMONT de rembourser les frais réellement avancés dans la limite de 2 à 4% du montant de chaque créance.Anoter que la FDSEA ne prend pas habituellement en charge les frais de procédure de chaque adhérent ; cependantquelquefois elle le fait pour certaines affaires (et c'est le cas pour FREMONT CREDIT LYONNAIS) qui ont un intérêt général pour l'ensemble des agriculteurs .)

Les éleveurs du Morbihan et des Côtes du Nord se joindront à leurs frais à cette action . Dans le même temps , des interventions auprès des pouvoirs publics seront faites pour obtenir des dispositions législatives instituant les éleveurs comme "super -créanciers " privilégiés " c'est à dire qu'en cas de faillite , les producteurs soient , avec les salariés , les premiers à être réglés .

Car il est anormal que ceux qui en ont le moins besoin -et lorsqu'ils sont comme dans cette affaire complices (banque...) d'une faillite - soient prioritaires au détriment de ceux qui produisent en travaillant .

(6)

L'ECOLE EMANCIPEE ET LES PROBLEMES DE L'ECOLE.(E.E./44).

Lors de l'assemblée générale du I6 avril,de nombreux camarades ont regretté Que la lutte contre l'auxiliariat ait depuis l'an dernier,fait perdre de vue les problèmes de l'école. le texte sur l'affaire Ras-Bourgeois est resté sans suite.Sur ces sujets:que faisons-nous dans nos classes,pourquoi?...discussion départementale avec,sans doute Hennig, le copain suspendu à Nantua.

LE 30 AVRIL A SAINT-NAZAIRE,FRATERNITE PROTESTANTE,rue ile de France;20h30.Au premier feu rouge de la gare,touner à gauche et c'est la première rue à droite.Pour être hébergé le soir: 70-09-88.

A PROPOS D'UNE VICTOIRE SYNDICALE....(ECOLE EMANCIPEE/44).

Depuis la manifestation-promenade de septembre 73,plus aucune lutte sur /4 l'auxiliariat.Des conférences de presse,des livres-noirs,des motions,des états généraux...Toute proposition d'action est dénaturée et éliminée.
Pourquoi,dans ces conditions,lerecteur accepterait-il quoi que ce soit, même une entrevue?
L'intersyndicale,ne pouvant même plus négocier,décide une manifestation pour le I7 avril.
"Succès intersyndical":le recteur accepte une entrevue.On décommande la manifestation!
Mais le recteur ne veut rien savoir:

- -il considère comme une insulte personnelle que les commissions paritaires veuillent consulter les dossiers avant la CAPA car il est sévère mais juste!
- -il refuse de communiquer les projets d'affectation des auxiliaires.
- -pour les suppléants,refus d'examiner leur cas,même s'ils ont été employés toute l'année.
- -pas question d'examiner en CAPA le cas des maîtres-auxiliaires ayant un avis défavorable de leur chef d'établissement.
- -il est déjà bien gentil d'accepter des CAPA alors qu'elles ne sont pas statutaires.

Est-il exagéré de dire que le recteur a répondu MERDE à l'intersyndicale?

Si ce n'était qu'à l'intersyndicale encore! Mais à travers eux,c'est à nous tous qu'il s'adresse et,plus graves encore sont les conséquences pour les maîtres-auxiliaires.
Nous avons toujours affirmé que l'on ne négocie pas àfroid mais dans un rapport de forces.Ce qui nous confirme que la manifestation aurait dûêtre maintenue et que l'on a eu tort de crier trop tôt au succès.

Plus grave encore serait de ne pas réagir à présent:

- -dans les C.E.T.,le S.N.E.T.A.A.-F.E.N.,la C.G.T. et le S.G.E.N.-C.F.D.T. seront en grève le 26 avril contre les suppressions de poste et leurs conséquences pour les auxiliaires.
- -les mêmes problèmes ne se posent-ils pas pour le primaire et le secondaire?
- -par ailleurs le S.G.E.N. a décidé d'étendre le mouvement à l'ensemble des enseignants.

Face à cette situation,que vont faire ceux qui ne travaillent pas dans un C.E.T. et qui n'appartiennent pas au S.G.E.N.?

(7)

NANTES : Menaces de grève dans les Pompes Funèbres. (CGT-FO Loire Atlantique, communiqué du Service de Presse) (17/4/74)

Le Syndicat Force-Ouvrière est en négociation depuis plus d'un an avec la Société Générale des Pompes Funèbres. La revendication présentée par les Employés des Pompes Funèbres de Nantes n'a pas abouti, notamment du fait de l'hostilité de certains responsables municipaux de Nantes. C'est pourquoi le Syndicat Force-Ouvrière a lancé un préavis de grève. Ci-dessous, copie de la lettre adressée par le Syndicat FO à la Direction des Pompes Funèbres.

Lettre adressée de Nantes le 17 Avril 1974 à Monsieur le Directeur Principal de l'Administration des Pompes Funèbres Générales, 66-68 Bd Richard Lenoir 75 Paris II°.

"Monsieur le Directeur Principal;

Nous nous sommes rencontrés le 23 Avril afin de discuter de la revendication des personnels de la régie de Nantes tendant à aligner leurs salaires sur ceux de l'Ex-Seine.

Au cours de cette réunion, vous nous avez fait part de votre accord de principe, sous réserve toutefois que la Municipalité de Nantes et la Préfecture ne s'opposent pas aux majorations tarifaires pouvant résulter dune revalorisation de salaires.

J'ai l'honneur de vous faire connaitre que nous avons rencontré, le 29 Octobre dernier les représentants de la Municipalité de Nantes.

Je dois dire que si nous avons rencontré beaucoup de compréhension de la part de Mr CHAUVEL, Député adjoint au Maire de Nantes, il n'en est malheureusement pas de même de la part de Mr GAUTIER, Adjoint délégué qui a manifesté clairement son hostilité aux revendications pourtant légitimes présentées par notre Syndicat.

Il est bien évident que, dans cette affaire, chacun prendra ses responsabilités.
C'est pourquoi j'ai le fegret de vous notifier une décision de grève.
Conformément à l'article 15 de la Convention Collective Nationale de Travail, la grève sera effective après un"délai de 10 jours francs" soit le LUNDI 29 AVRIL.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Principal, à l'assurance de ma parfaite considération.

Le Secrétaire Général, A. HEBERT. "

LA ROCHE - SUR- YON : Compte-rendu d'une réunion de discussion sur les Commissions Ouvrières en Espagne animée par une déléguée à Paris des Commissions Ouvrières. (*)

(Envoi du groupe du Comité de Soutien au peuple espagnol de Vendée - 16/4/74)

Comité de Soutien au Peuple Espagnol de Vendée - Compte rendu de réunion du 5 Avril 74.

"..Le Jeudi 5 Avril, nous avons invité des amis à discuter des Commissions Ouvrières. Pour animer la discussion, était présente OLGA, une camarade espagnole, déléguée à Paris des C.O.

Une vingtaine de personnes étaient présentes à cette invitation, dont le responsable local CFDT, et quelques professeurs d'espagnol.

La camarade espagnole nous explique l'origina,l'origine, le fonctionnement et la raison d'exister des Commissions Ouvrières. Elle nous fit également part des formes de luttes de la classe ouvrière et de la répression franquiste qui en découle. En fin de soirée, les questions posées furent d'ordre "politique générale" (élections, existence des différents partis politiques).

La camarade espagnole termina la réunion en insistant sur le rôle d'information que nous devons avoir. Notre première tâche de militant est d'informer, de populariser les luttes de la classe ouvrière espagnole...."

(*) Cette réunion n'était pas publique.

GUIGAMP (APL 5 Avril) Le Comité de soutien rappelle l'urgence de la solidarité financière pour les grévistes de PEDERNEC. (Communiqué par le CS et la CFDT).

"Comme vous le savez, nos camarades de PEDERNEC, après 14 semaines de grève se voient imposer par le patron, à totre de représailles, deux mois de chomage jusqu'au 13 Mai.

D'autre part, 4 d'entre eux viennent de recevoir une lettre de licenciement, deux pour avoir sorti quelques poulets d'une chambre froide (ils sont accusés d'effraction, de détérioration de matériel et de tentative de vol), les deux autres parce qu'ils auraient pénétré dans la maison de GARREL, directeur de Pédernec.

En outre, des menaces pèsent sur plusieurs autres; notamment sur les délégués syndicaux à la suite d'une rendonnée à Plouray.

Enfin, le procé de l'ouvroier responsable de l'incendie d'un camion a eu lieu : 20000 F à trouver.

Le soutien aux camarades en chomâge forcé, les frais de procé, exigent que tous les comités de soutien, toutes les sections syndicales, trouvent le plus rapidement possible eles fonds nécessaires. Nous proposons à tous les camarades d'accord avec la lutte de Pédernec de verser toutes les semaines une somme fixe de 10 F par exemple, 1% du salaire.

Le Comité de soutien de Guigamp suggère d'autre part que soient organisés partout et au plus vite des fêtes; des collectes, des souscriptions.

Les fonds recueillis doivent être adressés au :
CREDIT AGRICOLE GUIGAMP C.C.P. 7- 66 RENNES
(C.R.C.A. N° 10.044.33.4. Soutien aux grévistes de Pédernec)
On vous demande de bien préciser la ventilation des spmmes recueillies:
---SOUTIEN..... F
---CAMION..... F
Total

(Extrait de APL-Paysans du 25-17 Avril 74)

NANTES : Un équipe d'objecteurs-insoumis travaille depuis six mois avec un groupede Paysans-travailleurs de Loire Atlantique. (Communiqué)

POUR UN ANTI-MILITARISME REVOLUTIONNAIRE.

Depuis déjà six mois, une équipe d'objecteurs-insoumis (ou fututs insoumis) de Loire Atlantique "bosse" avec un groupe de Paysans-Travailleurs du Département en vue de rendre possible un travail chez les Paysans comme l'a mentionné un récent "Vent d'Ouest".

Ces insoumis ont expliqué leur position dans un dossier que nous avons joignons et qui a paru dans un récent "APL-Paysans". Ils entendent poser le problème de l'anti-militarisme révolutionnaire gréffé sur les luttes de classe des travailleurs et en particulier celles des Paysans Travailleurs.Ils pourraient éventuellement prendre part directement à l'organisation pratique des Paysans-Travailleurs du Département qui pose problème actuellement.

Outre l'apport de leur force de travail dans le milieu paysan, ces insoumis entendentapporter leur "force militante" qui viendrait complèter celle de tous les travailleurs exploités.

Dans cette optique, ces insoumis organisent une soirée afin 1°)d'approfondir les motivations de chacun (Insoumis et Paysans-Travailleurs) c'est-à-dire, commencer un débat de clarification politique et ceci dans une perspective révolutionnaire. 2°)de discuter de la réalisation pratique de l'entr'aide possible.

Cette soirée aura lieu le MARDI 30 AVRIL 1974 à 20 H30 à la CHAMBRE D'AGRICULTURE DE NANTES. Tous les Paysans Travailleurs du Département sont invités, faites le savoir.

Le Groupe d'Objecteurs-Insoumis.

(9)

ST NAZAIRE

PERMANENCES : Planning Familial : Avenue de Lesseps - ancien Jardin des Plantes - Mardis et Jeudis de 18 à 20 h. Tél. : 70.33.58 aux heures depermanence.

Choisir : L'association "Choisir" a ses permanences dans les mêmes locaux. Mercredis et samedis. Mercredi de 15 à 18 h et samedis de 14 à 17 h. Tél.: 70.33.58. aux heures de permanence.

Maison des Jeunes : film samedi 27 à minuit "les trois visages de la peur" (fantastique) - Café-théâtre samedi 27 à 21 h. "Faut-il déterrer les morts ?"

dans la presse

18/4 : arret des réparations gratuites aux garages Citroen, suspension momentanée de l'action en attendant les résultats de la négociation.

19/4 : Débrayage des travailleurs du pont sur la Loire pour des augmentations des salaires et des primes --

20/4 : les débrayages continuent chez Jouan pour une augmentation mensuelle de 86,50 primes de transport et de vacances --

22/4 : grève de 24 h. à Soja-France pour une augmenation uniforme valant 2% des plus hauts salaires, 5° semaine de congés payés, aménagement des primes d'ancienneté et de vacances.

Le mercredi 17: grève à l'entreprise industrielle (montage de lignesxaériennes). arrêt de travail d'une journée pour protester contre les réponses négatives aux revendications de salaires et classificationsainsi que sur l'indemnité de panier.

LE 19/4: LICENCIEMENTS DANS LE BATIMENT.
Entrprise Landrin: décision prise de licencier des salariés de différentes catégories (employés de bureau , techniciens , mécaniciens et salariés de production) dont plusieurs de plus de 60 ans . Débrayage de protestation organisé :
Entreprise JUSSEAUME ETOURNEAU: décision de licenciement de 3 salariés .

POURSUITE DU CONFLIT au CTICMO : A l'issue d'une semaine de grève pour la réintégration du licencié le conflit est resté dans l'impasse , la direction refusant toujours de revevir sur une décission hâtive etinjustifiée. Les grévistes ont décidé de poursuivre l'action et de poser le problème devant le conseil d'Administration .
Le 20 /4: Débrayage à la SERCEL : les salariés de la SERCEL ont débrayé , à l'appel des syndicats pour la satisfaction des revendications salariales (salaire minimum de 1500FR ,augmentation de la prime de transport de 30 j.
grève à la CGEE -ALSTHOM .grève depuis le mercredi 17 , reprise du travail vendredi..
LE 23 /4: arrêt de travail d'une heure des ouvriers et grutiers du port autonome . Le personnel est fermement décidé à intensifier son action , si des solutions ne sont pas trouvées très rapidement .
NOUVEAU débrayage à la SERCEL ce même jour .
LE 24/4 : grève tournante chez RIBRAC . Devant le refus de la Direction de répondre favorablement aux revendications salariales , les travailleurs décident de continuer leur action.

D'un correspondant :
DEs militants du CAP (comité d'action des prisonniers) se sont rendus au tribunal correctionnel , le Mercredi 24 Avril , pour soutenir Michel , un des leurs , accusé pour la dixième fois d'avoir fait quelques kilomètres dans une voiture qui nelui appartenait pas .
Pour lui donner le sens de la justice , le tribunal l'a gratifié de six mois fermes .
Pour la dixième fois ,donc , dans quelques mois , Michel se retrouvera à la rue ,"libre " ,sans boulot , sans pognpon , dédoussolé par les cinq années qu'il a déjà passées en prison , en plusieurs fois .
La dernière fois , nous avons tenté de l'aider . Tout en continuant à dénoncer la et stupidité de ce système qui enferme les gens pour les"soigner" nous lançons un appel à toutes les personnes qui pourraient nous aider particulièrement s'il existe des médecins ou des psychiâtres qui veulent faire autre chose que de jouer à leur façon les flics .

Des amis de MIchel .

==========

Pour toute correspondance : s"adresser au CAP .
(L 'APL ou la LIBRAIRIE 71 transmettront.)

==========

Dans le cadre de la campagne présidentielle , le comité "Dumont " e la presquile guérandaise vous appelle à participer à une manifestation à vélo samedi 27 Avril à SAINT NAZAIRE pour :
- dénoncer la destruction de l'environnement.
-dénoncer le pillage du Tiers Monde .
- dénoncer l'exploitation des travailleurs immigrés .
- dénoncer l'oppression des minorités culturelles .

Rendez-vous Samedi 27 à I5 h place de l'hotel de ville
Venez avec des panneaux,des pancartes et des idées!
On préparera aussi une soirée débat avec des chanteurs sur ces problèmes;cette soirée pourrait avoir lieula semaine prochaine.

Orvault:Une réunion publique sur le problème des transports à Orvault est organisée le Mardi 30 avril à 20h,salle de la ferrière Orvault par les A.S.F. d'Orvault, l'Association des habitants de la Bugallière et des représentants des divers lotissements d'Orvault.

NANTES : "Spécial Elections" : Le front Communiste Révolutionnaire" annonce ub meeting avec A. KRIVINE et appelle à manifester le ier Mai à NANTES.

Dans un tract que nous a fait parvenir le Front Communiste Revolutionnaire, ce dernier dénonce l'attitude des syndicats à l'occasion des "présidentielles" ("pour"ne pas faire peur", on appelle à la"responsabilité", surtout pas trop de luttes, le moins possible de luttes"), et présente "l'organisation des travailleurs eux-M"comme seule alternative.

Le Front Communiste Révolutionnaire appelle à manifester dans la rue le Ier Mai à NANTES.(Après les premiers contacts unitaires, une réunion aura lieu le jeudi 25 Avril à 20 H 30 à la Fraternité Protestante 8 rue Amiral Duchaffault pour définir cette manifestation).

Note : Le tract nous est parvenu trop tard, il paraitra en entier dans le dossier élections prévu par l'APL à cet effet.